



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques



La géopolitique de la mer Méditerranée

Dans ce monde rétréci, la situation géopolitique de la méditerranée ne peut pas s'extraire des grands mouvements tectoniques qui bouleversent l'organisation des communautés humaines partout sur le globe.

Le bassin méditerranéen est en effet lui aussi soumis à ce mouvement général de fragmentation qu'on observe à la fois au sein des sociétés et entre les pays, et qui est la marque de notre époque. La longue tendance à la convergence, économique, culturelle et politique autour d'un modèle européen puis occidental qui a débutée avec la révolution industrielle du 19^{ème} siècle, s'est accélérée après la deuxième guerre mondiale et qui a connu son apothéose après la chute du mur de Berlin dans les années 1990 s'est brutalement interrompue. Elle laisse place à un monde morcelé qui se structure autour de la rivalité américano-chinoise dont l'épicentre est en Indopacifique, ouvrant des espaces de manœuvres pour des puissances de moindre ambition qui cherchent à profiter de ce remue-ménage pour accroître leur positionnement et mieux défendre leurs intérêts. Tous ces mouvements s'inscrivent dans un cadre général de remise en cause des modèles intellectuels, moraux et normatifs portés par l'Europe qui non seulement ne fascine plus mais est même l'objet d'un fort ressentiment.

Quel est donc l'impact de cette évolution pour la mer Méditerranée ?

Le jeu des trois grands

Pour les deux grands acteurs mondiaux, la première caractéristique de cet espace est son éloignement du nouveau centre de gravité stratégique. La Méditerranée, comme l'Europe d'ailleurs, a perdu la centralité qui était la sienne lors des affrontements des guerres mondiales puis de la Guerre froide. L'épicentre des tensions géopolitiques se positionne désormais entre la mer de Chine que Pékin veut transformer en bastion et le nord de l'océan indien qui est le point de départ des flux d'hydrocarbures du Golfe persique vitaux pour l'empire du Milieu.

La Méditerranée n'est donc plus essentielle pour les deux superpuissances, mais elle reste cependant importante. Pour ce qui concerne la Chine, la Méditerranée lui permet d'abord d'accéder plus rapidement au marché européen. Il lui faut en effet une semaine

de plus pour rallier la porte d'entrée principale que constitue le *range nord* qui s'étend du Havre à Rotterdam. Pour les Etats-Unis, l'accès à la Méditerranée facilite la protection d'Israël qui est un sujet de politique intérieure important pour ce pays et il permet également un transit maritime rapide d'éventuels renforts vers l'indopacifique. Mais la Méditerranée représente un intérêt géopolitique supplémentaires pour ces deux puissances : c'est une position idéale pour contrôler la principale zone de friction entre les blocs eurasiatique, moyen-oriental et africain. Car c'est surtout parce qu'elle reste une zone de tension structurelle que la Méditerranée garde une fonction géopolitique majeure.

C'est pourquoi le désengagement américain, s'il est affiché depuis la présidence de Barak Obama, reste limité : les Etats-Unis conservent plus de 60 000 militaires autour de ce bassin, des unités de défense antimissiles balistiques pour contrer les menaces russes et iraniennes et les infrastructures permettant de renforcer rapidement leur dispositif. La Chine pour sa part privilégie pour l'instant le volet commercial en renforçant son contrôle sur de nombreux ports de la région pour consolider son emprise économique et politique sur les deux rives.

C'est un troisième acteur, la Russie, qui a comblé l'espace laissé libre par le relatif désengagement militaire de Washington en cohérence avec sa stratégie de renforcement de son influence globale. La Méditerranée, par l'accès permanent aux mers chaudes qu'elle permet, représente en effet l'aire d'expansion naturelle de Moscou et l'obsession historique du pouvoir russe depuis qu'il souhaite peser dans les affaires du monde. Cet accès reste complexe : il impose un contrôle de la mer Noire, un accès facilité à travers les détroits turcs et des points d'appuis tout au long des zones de déploiement. L'annexion de la Crimée en 2014, l'instauration d'une relation connivente entre les présidents Poutine et Erdogan à partir de 2016, la pérennisation de la base navale de Tartous en Syrie en 2015 et le projet de création de celle de Port Soudan en mer rouge sont les applications concrètes de ses contraintes. La stratégie russe en Méditerranée est donc dans son essence à la fois classique et logique. Elle ne pose des problèmes aux Européens que parce qu'elle s'inscrit dans une stratégie globale de revanche vis-à-vis de l'occident perçu comme un ennemi, et de déstabilisation de l'Union européenne perçue comme une proie. Le dispositif mis en place par Moscou (environ 15 000 militaires, en majorité mercenaires, associés à des capacités de soutien et d'interdiction de zone aéromaritime) lui assure une permanence militaire en Méditerranée orientale et centrale qui lui permet de soutenir ses opérations dans la région, lui donne la capacité de peser sur les recompositions gazières de la zones - secteur essentiel pour son économie - et autorise un soutien de sa diplomatie régionale, mélange d'interventionnisme militaire, d'influence politique et de vente d'armements. Ainsi, c'est la Russie qui a indubitablement le plus profité du désengagement partiel des Etats-Unis dans la région ce qui lui permet de jouer efficacement sa stratégie de perturbation dont la guerre en Ukraine est l'illustration.

L'émancipation des petits

Mais une autre des caractéristiques de notre temps est l'émancipation des Etats de la tutelle des « grands ». Chacun sent que l'instabilité actuelle ouvre une fenêtre d'opportunité qui permet d'accroître son positionnement pour mieux défendre ses intérêts, perçus de moins en moins comme partagés et en ligne avec ceux des occidentaux. La chasse est donc ouverte et chacun s'affaire pour optimiser son jeu, en usant de ses atouts en terme de ressources énergétiques, de positionnement géographique, d'influence culturelle, de poids économique ou politique ou de capacité de nuisance.

Dans ce domaine, la Turquie occupe une position particulière. Son poids démographique (2^{ème} pays le plus peuplé du bassin), son positionnement géographique qui le rend incontournable sur le plan maritime (lien Méditerranée-Mer noire), énergétique (hub gazier vers l'Europe) et géopolitique (flanc sud de l'OTAN), associés à l'importance de ses relations économiques avec l'UE (premier partenaire du bassin) le placent naturellement en acteur régional de poids. Mais c'est l'originalité de son modèle qui allie une forme de modernité, une promotion de l'islam politique et un nationalisme néo-ottoman qui fait la spécificité de cette puissance à la fois revancharde et incontournable. RT Erdogan s'appuie sur un soft power très structuré qui cherche à positionner la Turquie comme le leader intellectuel et culturel régional des pays du sud en s'appuyant sur une culture musulmane partagée, une mémoire magnifiée de l'empire ottoman et un rejet du modèle occidental. En Méditerranée, cette stratégie se matérialise par une politique expansionniste qui vise à s'approprier une zone économique exclusive étendue, à renforcer son poids politique et militaire et à développer une capacité d'influence et de nuisance pour placer la Turquie en leader régional. Ankara a développé de façon cohérente les outils militaires (sous-marins, aéronefs, drones, capacités d'interdiction de zone, capacités expéditionnaires) qui lui permettent de peser sur le flanc sud de l'Union européenne, des Balkans à la Libye. Ici encore, la guerre en Ukraine a renforcé le poids de la Turquie, à la fois indispensable pour garder les détroits, capable de contrôler l'activité en Mer Noire et seul allié de l'OTAN à conserver des liens étroits avec la Russie.

Si l'évolution turque est spectaculaire, elle n'est pas unique. Plusieurs pays de la région développent ou renforcent les outils de la puissance : Israël qui développe ses capacités maritimes, l'Egypte qui se dote des outils de contrôle sur les gisements gaziers et sur la Libye, l'Algérie qui dispose de missiles de croisière lancés par sous-marin très performants, en sont des exemples. Il faut également compter avec l'implication croissantes des acteurs du Moyen-Orient dans cette zone charnière, en particulier l'Iran et les Emirats arabes unis et dans un domaine moins militaire le Qatar qui interviennent en soutiens des acteurs locaux, soit par *proxys* interposés, soit directement. La Méditerranée se « moyen-orientalise » et importe les enjeux et les tensions du Golfe persique.

Des tensions structurelles

Cette rivalité géopolitique s'inscrit dans un champ de tensions structurelles, liées aux déséquilibres Nord-Sud et aux dysfonctionnements des sociétés de la rive sud.

Contrairement aux attentes des processus initiés dans les années 1990 (Processus de Barcelone de l'UE, Dialogue méditerranéen de l'OTAN, partenariat méditerranéen pour la coopération de l'OSCE) les deux rives ne se sont pas rapprochées mais éloignées au contraire. Le développement socio-économique, les évolutions culturelles et sociétales, les modes de gouvernance ou la démographie ont suivi des routes divergentes qui ont renforcé les incompréhensions, les rancœurs et même un ressentiment vis-à-vis de l'Europe, consciencieusement entretenu par des pouvoirs fragilisés en recherche de bouc émissaire et par les concurrents russes, chinois ou turcs.

Cette situation génère donc des tensions de tous ordres. D'abord au sein des sociétés de la rive sud, frustrées par les espoirs déçus d'amélioration économique et sociale. Ensuite entre les pays de la rive sud et l'Europe, perçue décadente et indifférente. Enfin entre voisins du Sud, le plus souvent en rivalité voire à la limite de la confrontation comme c'est le cas entre le Maroc et l'Algérie. Anti-occidentalisme, nationalisme et islamisme forment à la fois le réceptacle et les supports idéologiques de ces tensions qui s'étendent.

L'Europe absente

Dans ce chaudron géopolitique seules les Européens sont absents. Accaparés par leur difficultés internes, comme pétrifiés devant la perte de leur suprématie, engourdis par presque 80 ans de paix et 30 ans de fin de l'Histoire, ils semblent incapables de se mettre d'accord pour décrire le nouveau monde et de définir une stratégie cohérente pour faire face à ses défis.

Plusieurs groupes apparaissent au sein de l'Union européenne (UE). Les « post-historiques » emmenés par l'Allemagne considèrent que les rapports de forces sont dépassés et que l'économie est la colonne vertébrale des relations internationales. Cette posture, portée par le plus riche état-membre de l'UE pose au moins deux problèmes. Le premier est son incapacité à appréhender les phénomènes qui se déroulent sur notre flanc sud, considéré comme négligeable car insolvable. Le second est qu'elle évacue la menace géopolitique posée par des acteurs qui ne sont perçus qu'à travers leur intérêt économique : la fourniture de gaz pour la Russie, le marché pour la Chine et la sous-traitance pour la Turquie. Le deuxième groupe, qu'on pourrait appeler les « néo-historiques » en raison de leur réminiscence de la guerre froide, est constitué des pays de l'est de l'Europe, préoccupés par la politique agressive de la Russie. Très lucides sur le retour de la Force ils décryptent clairement les rapports de force géopolitiques mais leur vulnérabilité orientale les empêche de détourner leur attention sur le flanc méridional. L'influence des Etats-Unis, qui souhaitent que l'OTAN fixe la Russie pour libérer les forces face à la Chine renforce cette désaffection. Enfin le groupe des « Méditerranéens », regroupe les pays en première ligne face aux tensions et au jeu déstabilisateur des puissances anti-européennes, souvent empêtrés dans leur mémoire post-coloniale, dans leur fragilité interne et dans leur rivalité délétère. La France a

tenté à travers l'initiative Med 7 de fédérer leur action sans réel succès. La guerre en Ukraine pourrait rapprocher ces trois Europe en leur faisant prendre conscience de la nécessité de s'intégrer dans un monde où le rapport de force devient la norme. Mais elle pourrait également, en focalisant l'attention vers l'est, faire oublier les enjeux du front sud, instrumentalisé par la Russie.

A la fois cible des puissances émergentes qui souhaitent y accentuer leur contrôle, objet d'un fort ressentiment des populations qui l'entoure, perçue à la fois comme illégitime et fragile par tous, si elle ne montre pas sa volonté et sa force morale l'Europe est en danger. Elle ne fait en effet pas peur et suscite la convoitise, deux facteurs qui font d'elle une proie potentielle. Une confrontation est donc envisageable qui pourrait prendre de multiples formes : annexion partielle de territoire, appropriation ou interdiction d'espace maritime, chantage gazier ou démographique, guerre informationnelle, déstabilisation d'implantations militaires à l'étranger, manipulation des diasporas, ...

Le déclassement militaire de la rive nord

Cette vulnérabilité est d'autant plus préoccupante que les outils de la puissance changent de camp. Un rattrapage militaire est à l'œuvre qui, associé à la perception d'une fragilité morale, donne à nos adversaires potentiels la capacité de ne plus craindre de représailles et donc d'envisager une confrontation, y compris dans un champ militaire.

Certes, les puissances du sud restent globalement moins capables militairement que celles des pays européens. Mais un effort sensible de réarmement, associé à une forme de démocratisation de la technologie militaire par la prolifération russe et chinoise, mais également américaine et européenne, donne des capacités d'action sur mer, sous la mer et dans les airs qui pourraient neutraliser nos forces. Ainsi la Turquie et la Russie sont-elles en mesure d'interdire une partie importante de la Méditerranée orientale et pourraient envisager des actions de vive force sur des côtes de cette région. De son côté, l'Algérie dispose de son côté de missiles de croisière et de sous-marins permettant de frapper à distance impunément. La Méditerranée se rétrécit et nous ne pouvons plus considérer que notre territoire et notre libre usage de cette mer est garanti.

La perception d'une dynamique positive chez nos adversaires potentiels, qui pourraient d'ailleurs joindre indirectement leurs efforts, qui contraste avec le sentiment d'une fragilisation de la supériorité européenne et de son esprit de défense favorise la possibilité d'un passage à l'acte. Le verrou américain serait dans un tel cas probablement inopérant tant l'impératif de gel de la situation européenne face à la Russie est prioritaire pour Washington.



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

INSTITUT FMES
Maison du Numérique et de l'Innovation
Place Georges Pompidou - F 83000 TOULON

TOUS DROITS RESERVES
